

Le Conseil constitutionnel mettra-t-il fin au délit de solidarité ?

Le Conseil constitutionnel est très attendu dans la réponse qu'il doit faire à une QPC (« question prioritaire de constitutionnalité ») sur les articles du code des étrangers concernant le délit d'aide à l'entrée, à la circulation et au séjour irrégulier (L. 622-1 et -4 du Code de l'entrée, du séjour des étrangers et du droit d'asile) - généralement rebaptisé dans le monde associatif « **délit de solidarité** » puisque ces articles sont fréquemment utilisés pour poursuivre des personnes qui manifestent leur solidarité envers des personnes migrantes ou des sans-papiers. L'audience a eu lieu mardi 26 juin 2018.

Aux côtés des deux principaux requérants, Cédric Herrou et Pierre-Alain Manonni, tous deux condamnés par la cour d'appel d'Aix-en-Provence, douze organisations (*) s'étaient constituées intervenantes volontaires, portant ainsi la voix de quatre cents autres organisations signataires d'un manifeste intitulé *Délinquants solidaires*, qui réclame la suppression effective des poursuites contre des aidant-e-s.

Selon le gouvernement, le délit de solidarité aurait été supprimé avec la loi du 31 décembre 2012 au moyen des clauses d'exemption prévues par le 3e de l'article L. 622-4 du CESEDA. En réalité, il n'en est rien. Comme l'a démontré M^e Paul Mathonnet, avocat des organisations intervenantes volontaires, la loi a été déviée de sa cible, à savoir les filières à but lucratif : les exemptions, bien trop restrictives, ne concernent que l'aide au séjour et pas l'aide au transport et à l'entrée, et, surtout, maintiennent une incrimination a priori qui suppose, pour bénéficier d'une exemption, que soit apportée la preuve que l'on se trouve dans l'un des cas prévus pour cela. « *Ainsi* », a-t-il dit, « *la solidarité peut encore être un délit ; et lorsqu'elle ne l'est pas, elle est suspecte, voire regardée comme un acte de défiance à l'égard des autorités de l'État* ».

L'axe majeur de la plaidoirie consistait à rappeler que la devise française comporte la notion de fraternité, qui a une valeur constitutionnelle : « *Si la fraternité ne se décrète pas, et ne s'impose pas, les actes qui la mettent en œuvre – ces gestes désintéressés ou humanitaires – doivent être protégés de toute restriction qui ne serait pas justifiée* ».

La demande qui est faite au Conseil constitutionnel est ainsi la censure globale des articles L. 622-1 et L. 622-4, « *solution la plus logique* ».

La décision doit être rendue le 6 juillet.

Toutes celles et ceux qui, de façon désintéressée, viennent en aide à des personnes en situation de précarité sans s'inquiéter de leur situation administrative attendent avec impatience de savoir si la fraternité est ou non, aux yeux du Conseil constitutionnel, une valeur à préserver.

27 juin 2018

(*) La Cimade, le Collectif National Droits de l'Homme Romeurope, Emmaüs France, la Fédération des Associations de Solidarité avec Tou-te-s les Immigré-e-s (FASTI), la Fondation Abbé Pierre, le Groupe d'information et de soutien des immigrés (GISTI), la Cabane Juridique / Legal Shelter, Médecins du Monde, Médecins sans frontières, le Syndicat des avocats de France (SAF), Terre d'Errance (62), le Syndicat de la Magistrature (SM)